

Guide de la dotation globale de fonctionnement des collèges 2021



Sommaire

1- LES MOTS DU PRESIDENT ET DE L'ELUE

Page 3

- Edito du Président
- Questions posées à Mme Rabardel

2- L'ADMINISTRATION DU COLLEGE

Page 6

- Le collège
- Le Principal
- L'adjoint-gestionnaire
- L'agent comptable

3- LE BUDGET D'UN COLLEGE

Page 10

- Principes budgétaires
- La présentation budgétaire
- Les modifications de budget (décision budgétaire modificative) - DBM
- Le Conseil départemental – autorité de contrôle
- Dialogue de gestion
- Le compte financier

4- LA DGF 2021

Page 14

- Présentation
- Part structurelle
- Part fonctionnelle
- Autonomie financière des établissements et Fonds de roulement

5- RESTAURATION

Page 20

- Taux d'évolution du pris du repas
- FARPI et FCSH
- Aide à la demi-pension

6- SUBVENTIONS ET AIDES SPECIFIQUES

Page 22

- Subventions spécifiques
- Subventions complémentaires (fonctionnement et investissement)
- Subventions dédiées aux actions éducatives....
- Les aides aux familles
- Les dotations en matériel et autres financements

7 - ANNEXE

Page 28

- Présentation d'un budget simplifié
- Récapitulatif des Codes Domaine et Activité
- Lexique
- Liste des acronymes utilisés

1

LES MOTS DU PRESIDENT ET DE L'ELUE

Edito du Président

Christian Favier

Sénateur,

Président du Conseil départemental du Val-de-Marne



C'est avec plaisir que je vous remets ce document à l'occasion de la notification de la dotation de fonctionnement de votre collège.

Accompagné des éléments budgétaires propres à votre établissement, il vous permettra, je l'espère, de mieux appréhender les éléments constitutifs de l'effort que nous consacrons aux collèges et aux collégiens dans le cadre de nos responsabilités. Malgré les très fortes contraintes financières imposées aux collectivités locales par l'Etat, nous avons en effet choisi de continuer à faire de la réussite éducative une priorité de notre action.

Questions à Evelyne Rabardel

1^{er} Vice-Présidente du Conseil départemental du Val-de-Marne, Chargée des collèges et de l'action pour la réussite éducative



Quelles sont les obligations du Département en matière d'éducation ?

Depuis les lois de décentralisation, le Département assure de nombreuses responsabilités dans la vie quotidienne des collèges et des collégiens. Cette répartition des compétences entre l'État qui assure les missions d'enseignement et de vie scolaire, et les collectivités qui ont la responsabilité du « gîte et du couvert », nécessite un partenariat étroit entre les deux institutions. C'est ainsi qu'au fil du temps, les collectivités ont été amenées à contribuer à hauteur de 25 % aux dépenses d'éducation. Malgré les transferts et les charges successives insuffisamment compensées aux collectivités et la baisse des dotations de l'État, le Conseil Départemental du Val de Marne fait de la réussite éducative une priorité et s'engage au-delà du cadre de ces compétences obligatoires.

Comment est élaborée la dotation ?

À partir des principes d'égalité et de solidarité, le budget concernant la dotation de fonctionnement des collèges est réparti entre les 105 collèges publics. Il est destiné à répondre aux besoins de fonctionnement du collège tout au long de l'année. Les modalités d'attribution tiennent compte du nombre d'élèves actualisé à l'occasion de la rentrée scolaire, des spécificités propres à chaque établissement au regard du bâti. De ce point de vue, chaque collège est unique. Enfin, nous prenons en compte les spécificités liées aux situations sociales et territoriales des établissements. Par exemple, nous attribuons un complément budgétaire de 4,60 € par élève aux 36 collèges situés en réseau d'éducation prioritaire. Je veux réaffirmer que nous n'avons jamais laissé un établissement en difficulté financière dès lors qu'il ne dispose pas des moyens financiers avec ses fonds de roulement propres.

Certaines actions dépassent vos compétences, lesquelles et pourquoi ?

Nous avons également la responsabilité de l'entretien et de la construction des collèges. Nous y consacrons chaque année 64 M €, dont 18 M € pour les grosses réparations. J'espère qu'un point sur ces travaux pourra être réalisé dans les conseils d'administration, car cela constitue un effort important du Département qui se traduit dans l'économie et l'emploi local. Nos actions ne s'arrêtent pas là puisque nous agissons également pour le soutien aux familles et à la réussite dans le cadre des aides à la demi-pension, du déplacement avec la carte Imagine'R, du pouvoir d'achat des familles en fournissant un ordinateur portable aux collégiens de 6^{ème}. Un guide des actions éducatives permet de recenser toutes les actions du Département proposées aux collèges et dans lequel ils peuvent puiser pour préparer leurs projets. Toutes ces actions sont détaillées dans le projet éducatif « Réussir, ils en sont tous capables » pour contribuer à la réussite de tous nos collégiens.

2

L'ADMINISTRATION DU COLLEGE

Le collège

Le collège est **un établissement public local d'enseignement (EPLE)**. À ce titre, il dispose d'une autonomie :

- administrative et financière pour son fonctionnement,
- éducative et pédagogique pour décliner au niveau local les orientations nationales.

Comme tous les EPLE, il est rattaché à une collectivité territoriale : **le Conseil départemental**. Ce dernier est propriétaire du bâti, emploie et rémunère les personnels techniques mis à disposition des collèges et finance son fonctionnement. Le projet éducatif départemental prévoit un certain nombre d'actions volontaristes du Département en faveur de la réussite de tous les élèves.

L'établissement est administré par **un conseil d'administration** qui est une instance tripartite. Il est composé :

- pour un tiers de membres élus représentant les personnels enseignants, d'éducation, administratifs et techniques ;
- pour un tiers de membres élus représentant les parents d'élèves et les élèves ;
- pour un tiers de membres de droit représentant l'administration du collège, les collectivités territoriales (2 représentants de la commune et 2 du Conseil départemental) et des personnalités qualifiées.

Le Principal

L'établissement est dirigé par un chef d'établissement : **le principal**. Parmi ses nombreuses compétences :

- Il représente l'établissement en justice et dans tous les actes de la vie civile ;
- Il a autorité sur l'ensemble des personnels affectés ou mis à disposition, y compris le personnel n'ayant pas le statut de fonctionnaire de l'État, recruté par l'établissement ;
- Il préside le conseil d'administration, la commission permanente, le conseil pédagogique et le conseil de discipline, le comité d'éducation à la santé et à la citoyenneté (CESC) ;
- Il est ordonnateur des recettes et des dépenses de l'établissement ;
- Il prépare les travaux du conseil d'administration en fonction des orientations relatives à l'équipement et au fonctionnement matériel fixées par la collectivité territoriale de rattachement et dans la limite des ressources dont dispose l'établissement, le projet de budget ;
- Il exécute les délibérations du conseil d'administration et notamment le budget adopté par le conseil ;
- Il veille au bon déroulement des enseignements, de l'information, de l'orientation et du contrôle des connaissances des élèves ;
- Il prend toutes dispositions, en liaison avec les autorités administratives compétentes, pour assurer la sécurité des personnes et des biens, l'hygiène et la salubrité de l'établissement ;

- Il est responsable de l'ordre dans l'établissement. Il veille au respect des droits et des devoirs de tous les membres de la communauté scolaire et assure l'application du règlement intérieur ;
- Il engage les actions disciplinaires et intente les poursuites devant les juridictions compétentes.

Le chef d'établissement rend compte de sa gestion au conseil d'administration et en informe l'autorité académique et la collectivité territoriale de rattachement.

En cas de difficultés graves dans le fonctionnement d'un établissement, le chef d'établissement peut prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer le bon fonctionnement du service public.

L'adjoint-gestionnaire

Dans ses fonctions de gestion matérielle, financière et administrative, le chef d'établissement est secondé par un adjoint gestionnaire, membre de l'équipe de direction (appelé communément « intendant » ou « gestionnaire ») :

- Il organise le travail des personnels administratifs et techniques affectés ou mis à disposition de l'établissement ;
- Il participe à l'action éducative de l'établissement et contribue à l'accueil de tous les partenaires du système éducatif ;
- Il est responsable de la gestion matérielle de l'établissement et, à ce titre, il dirige sous l'autorité du chef d'établissement l'ensemble des personnels qui concourent à cette gestion ;
- En qualité de technicien de la vie en collectivité, il est responsable des conditions d'hébergement des élèves internes ou demi-pensionnaires, et plus particulièrement du régime alimentaire des élèves. Il établit les menus, assure les approvisionnements, préside à la préparation et à la distribution des repas dans le respect des règles d'hygiène et de diététique ;
- Il est responsable du bon fonctionnement matériel de tous les services de l'établissement et, à ce titre, coordonne l'action des différentes catégories de personnels concernées.

L'adjoint-gestionnaire assure la gestion financière et tient la comptabilité administrative, pour le compte et sous l'autorité du chef d'établissement ;

- Il prépare le projet de budget et les décisions modificatives, les marchés et les conventions ou contrats concernant l'activité de l'établissement ;
- Il procède chaque année, conformément aux dispositions du code de la commande publique, au recensement des besoins de l'établissement et à l'organisation des procédures d'achat dans le respect des principes définis par ce même code ;
- Il vise les bons de commande et prépare le mandatement des dépenses et l'ordonnancement des recettes ;

L'agent comptable

L'agent comptable est chargé du paiement des dépenses et du recouvrement des recettes. Il procède aux mesures d'exécution forcée. Il donne son agrément pour la nomination des régisseurs de recettes et d'avances. A la fin de chaque exercice, l'agent comptable en fonction prépare le compte financier de l'établissement pour l'exercice écoulé. Il a également un rôle de conseil auprès de l'ordonnateur.

En application du principe de séparation de l'ordonnateur et du comptable, l'agent comptable n'est pas placé sous l'autorité du chef d'établissement.

Le contrôle de la gestion des agents comptables est assuré par le comptable supérieur du Trésor territorialement compétent et ils sont soumis aux vérifications de l'inspection générale des finances. Les comptes sont jugés par la chambre régionale des comptes. L'agent comptable est responsable sur ses deniers personnels.

L'Etat et le Conseil départemental exercent une tutelle sur les collèges en contrôlant et validant les actes du conseil d'administration, notamment les actes budgétaires.

3

LE BUDGET DU COLLÈGE

Les principes budgétaires

L'annualité — L'année budgétaire et l'exercice comptable commencent le 1^{er} janvier et s'achèvent le 31 décembre.

L'unité — En vertu de cette règle, le budget englobe la totalité des charges et des produits de l'établissement.

L'universalité — Le budget doit décrire l'intégralité des produits et des charges, sans compensation entre les recettes et les dépenses.

La spécialité — Les crédits ouverts au budget d'un exercice à chaque service ne peuvent être affectés à d'autres services.

L'équilibre budgétaire — Conformément à l'article (L421-11.c) du code de l'éducation, le budget de l'EPL est adopté en équilibre réel. Un budget ne peut être déficitaire que si le fonds de roulement couvre ce déficit.

Le budget est voté par le Conseil d'administration dans les 30 jours suivant la notification de la dotation de fonctionnement, qui est réalisée par la collectivité de rattachement avant le 1^{er} novembre de chaque année.

La présentation budgétaire

Deux sections : fonctionnement et investissement.

La section de fonctionnement est composée d'un service général (SG) et de services spéciaux.

La section d'investissement est composée d'un seul service : les opérations en capital (OPC).

Les services sont présentés par code domaine (exemple : VIABIL) qui regroupe un ensemble d'activités, puis par code activité (exemple : ODGFELEC) pour préciser l'objet de la dépense ou de la recette. Le premier chiffre du code activité indique l'origine du financement : 0 pour les ressources propres et pour la dotation globale de fonctionnement (DGF), 1 pour l'État et 2 pour les collectivités locales.

Dans la section fonctionnement et le service général, on note :

- Le service activités pédagogiques (AP) dans lequel sont inscrites toutes les dépenses de matériels et de fournitures pédagogiques (location photocopieur, papier,...).
- Le service Vie de l'élève (VE) qui retrace l'ensemble des aides aux familles.
- Le service Administration et logistique (ALO) qui fait apparaître les dépenses de viabilisation (énergie et fluides), d'entretien et de fonctionnement général de l'établissement (affranchissement, fournitures administratives,...)

Dans les services spéciaux se retrouveront principalement le service restauration et hébergement (SRH) et le service des bourses nationales.

Dans la section investissement, le service opérations en capital (OPC) répertorie l'ensemble des biens immobilisés acquis au cours de l'année.

Les modifications de budget (Décision modificative budgétaire DBM)

Le chef d'établissement peut procéder à tout virement au sein d'un service. Il en rend compte dès la prochaine réunion du conseil d'administration et lors du compte rendu d'exécution en fin d'exercice (compte financier). Ces modifications font l'objet d'un suivi budgétaire spécifique afin de faciliter le compte rendu. Ces virements internes n'ont pas le statut de décision budgétaire modificative car ils ne modifient pas le montant des crédits ouverts par service. C'est ce qui est appelé : « décision de l'ordonnateur ».

Les modifications budgétaires sont des modifications qui impactent le montant total d'un service. Elles sont de deux ordres :

- les décisions budgétaires modificatives (DBM), **soumises au vote du conseil d'administration**, sont exécutoires dans un délai de 15 jours après accusé réception des autorités chargées du contrôle. Elles concernent notamment les virements entre services, les ressources nouvelles non spécifiques, les prélèvements sur le fonds de roulement.

- les décisions budgétaires modificatives **non soumises au vote du conseil d'administration**. Elles s'imposent principalement pour des ressources nouvelles spécifiques. Ces modifications sont immédiatement exécutoires.

Le chef d'établissement rend compte au CA de ces modifications apportées sans son vote. Il informe l'agent comptable des modifications budgétaires exécutoires.

Lors d'une DBM suivi d'un vote, les décisions budgétaires modificatives sont à transmettre pour information aux autorités de contrôle sur la plateforme dématérialisée de l'Education Nationale.

Il est rappelé que le Conseil départemental dote les établissements de matériel informatique, il n'est donc pas possible de procéder à des prélèvements sur fonds de roulement pour acheter ce type de matériel.

Le Conseil départemental – Autorité de contrôle

Lorsque le budget ou une DBM ne respecte pas les orientations fixées par la collectivité, celle-ci peut exprimer son désaccord avec cet acte budgétaire (dans les 15 jours pour une DBM et 30 jours pour le budget).

Ce désaccord entraîne la suspension de l'exécution de l'acte budgétaire.

Après échange avec le collège et en lien avec le rectorat, cette suspension peut aboutir :

- Soit à une simple lettre d'observation qui acte des solutions à mettre en œuvre par le collège pour revenir à une situation conforme aux orientations de la collectivité,
- Soit à un règlement de cet acte. Ce qui veut dire que la collectivité modifie ou annule cet acte. Le Préfet est alors chargé de notifier au collège l'acte réglé. En attendant cette notification, le collège ne peut pas voter de nouvelles DBM mais peut continuer à fonctionner normalement d'un point de vue financier (il peut continuer à passer ses commandes, les mandater et titrer ses recettes).

Un résultat de vote contre un acte budgétaire entraîne automatiquement son règlement par les autorités de contrôle.

Dialogue de gestion

Des dialogues de gestion permettent aux équipes de direction d'exposer leurs difficultés et de trouver ensemble une solution appropriée et satisfaisante pour toutes les parties.

Ces dialogues de gestion se tiennent sur demande des établissements auprès de la responsable de groupement ou de la gestionnaire « finances » de la direction de l'Education et des Collèges du Département.

Le compte financier

A la fin de chaque exercice, l'agent comptable prépare le compte financier de l'établissement pour l'exercice écoulé. Il s'agit d'arrêter les comptes au 31 décembre et définir le résultat de l'exercice.

L'ordonnateur vise le compte financier afin de certifier que le montant des ordres de dépenses et des ordres de recettes est conforme à ses écritures.

Avant l'expiration du quatrième mois (30 avril) suivant la clôture de l'exercice, le conseil d'administration arrête le compte financier après avoir entendu l'agent comptable. L'ordonnateur rend compte de sa gestion au conseil d'administration de l'EPL. Il rapproche notamment l'exécution budgétaire de la prévision par service, domaine et activité et en explique les différences.

Dans les 30 jours qui suivent le vote du compte financier par le conseil d'administration, celui-ci est transmis à la collectivité de rattachement et à l'autorité académique. Il est ensuite adressé à la chambre régionale des comptes.

4

DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT DGF 2021

Présentation

La dotation globale de fonctionnement versée par le Département aux collèges publics répond à l'obligation, confiée à la collectivité par les lois de décentralisation, de doter les établissements des moyens d'assurer leur fonctionnement. Le Département a cependant le souci permanent de se saisir de cette opportunité pour traduire son engagement d'agir en direction des collégiens et de leur famille afin de contribuer à la réussite de tous.

La priorité à l'éducation et à la jeunesse, réaffirmée par la collectivité dans son projet éducatif « Réussir, ils en sont tous capables », confirme le Département dans ses objectifs de lutte contre les inégalités sociales, de solidarité et d'innovation pour les collèges. Ces objectifs se traduisent par une répartition des moyens accordés dans le cadre de la dotation de fonctionnement, en fonction des besoins propres de chaque établissement et par l'attribution de crédits destinés à soutenir des dispositifs spécifiques.

Dans un contexte de crise financière économique sociale, le Département maintient son effort en direction des collèges alors que les restrictions budgétaires actuelles grèvent de façon importante et régulière les dotations de l'Etat versées aux collectivités.

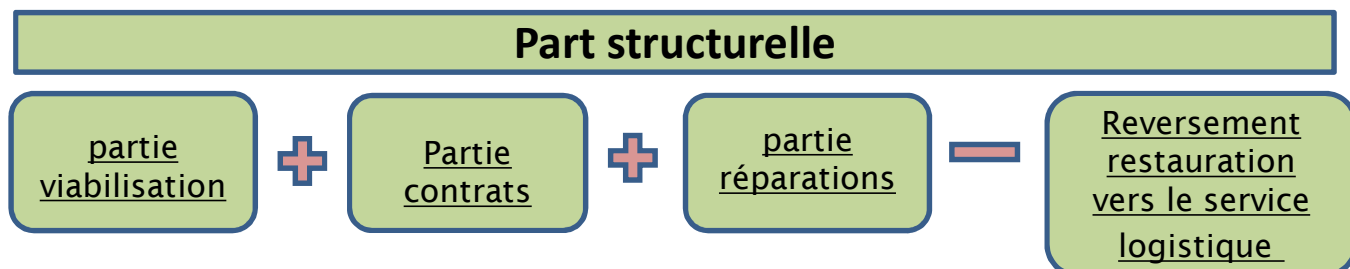
Sans renoncer aux engagements forts pris en direction des collèges, il convient cependant d'être particulièrement vigilant à la meilleure utilisation des fonds publics, y compris lorsqu'il s'agit d'organismes publics financés par les collectivités tels les collèges, établissements publics locaux d'enseignement.

L'examen attentif des budgets des collèges permet d'optimiser les moyens dédiés aux établissements afin d'assurer les meilleures conditions d'accueil et de vie des élèves dans tous les établissements, et développer des actions renforcées dans les collèges situés dans les quartiers les plus sensibles.

Après un travail important de mise à plat du calcul de la dotation depuis 2015, en collaboration avec des représentants de direction de collège, la DGF 2021 permet une meilleure transparence des crédits versés ainsi qu'une équité de traitement entre les collèges

La dotation est calculée comme suit :

- Identification d'une part structurelle destinée à faire face aux dépenses de viabilisation et d'entretien liées au bâti. Elle est adaptée à chaque collège en tenant compte de ses spécificités propres et permet d'avoir les moyens nécessaires pour y faire face sans « grever » le budget destiné au fonctionnement pédagogique.



- Détermination d'une part fonctionnelle destinée à financer les dépenses éducatives, de vie scolaire et les autres charges générales (photocopieur, téléphonie, etc...). Elle constitue une base commune et égalitaire pour l'ensemble des collèges du département. Elle est attribuée selon un montant fixe par élève de **67€ par élève**.

La dotation est versée en deux fois : un acompte de 70 % en début d'année civile et le solde de 30 % en mai.

La dotation de fonctionnement participe aux dépenses d'externat, c'est-à-dire hors restauration scolaire prise en charge dans un autre cadre (service restauration et hébergement – SRH).

Le Conseil départemental n'autorise pas l'utilisation de la dotation de fonctionnement pour les voyages scolaires, dont le financement des accompagnateurs relève de l'employeur, donc de l'État. Le financement des aides relève quant à lui du fonds social collégien, aide subventionnée par l'État également.

La dotation de fonctionnement ne doit pas non plus financer les dépenses relevant de l'investissement.

Enfin, il est rappelé que les dépenses pédagogiques restant à la charge de l'État sont celles afférentes à la fourniture de manuels scolaires, aux projets d'action éducative et aux ressources pédagogiques numériques.

Part structurelle

Elle se compose de 4 parties :

- La partie viabilisation est calculée en fonction de la moyenne des consommations financières réelles des 3 derniers exercices, augmentée du taux d'inflation. Lorsque cela est nécessaire et justifié par des circonstances exceptionnelles, le montant est modifié pour tenir compte de la spécificité mise en exergue par le collège (reconstruction, changement mode de chauffage,...)

Pour les cités mixtes régionales (CMR) regroupant un lycée et un collège, la Région a en gestion directe la fourniture de gaz et d'électricité. Les CMR n'acquittent aucune facture. Le Département verse directement sa quote-part à la Région au prorata du nombre de collégiens par rapport à l'effectif global de la CMR. La fourniture d'eau incombe toujours aux CMR et la part structurelle versée aux collèges concernés sert à régler ces factures.

- La partie contrats recouvre les contrats de contrôle technique et de maintenance préventive obligatoires. Les sommes prises en compte sont celles communiquées par les établissements sur la base du déclaratif, et rapprochées des montants issus des marchés de groupement de commande pilotés par le Département.

Les contrats concernant la cuisine (matériels de cuisson et froid, curage bacs à graisse, filtres hottes, adoucisseur d'eau par exemple) ne sont pas financés par la part structurelle.

Pour les cités mixtes, les contrats de contrôle et de maintenance obligatoires sont également acquittés par le Département auprès de la Région, selon le même mode de calcul que pour la viabilisation. La Région verse ensuite la somme aux CMR sous forme de subvention spécifique.

- La partie réparations prend en charge une partie du coût des petites remises en état relatives au bâti (blocs de sécurité extincteurs ou portails automatiques par exemple). La DGF 2021 inclut donc des crédits destinés à participer à ces dépenses curatives de premier niveau (hormis pour les collèges dont l'autonomie financière est supérieure à 6 mois). Cette partie est calculée sur la base d'un pourcentage des crédits alloués à la partie « contrats ». En concertation avec la Direction des bâtiments, ce pourcentage a été fixé pour 2021 à 7 %.

Il est rappelé aux établissements que ces crédits devront être affectés sur une ligne budgétaire spécifique dédiée. Si ces crédits ne sont pas dépensés au cours de l'exercice, le collège devra ouvrir une ligne budgétaire destinée aux provisions comptables, afin de pouvoir les utiliser sur l'exercice suivant et ne pas les dépenser à d'autres fins. Sont concernées les dépenses pour les BAES, les extincteurs, etc...

- Est déduit ensuite une partie « versement de la restauration pour le service logistique », afin que ce ne soit pas la dotation de fonctionnement qui couvre les charges générées par la restauration. Pour la DGF 2021, cette partie, qui vient donc en déduction des parties viabilisation/contrats/réparations, est calculée sur la base de 6 % des recettes des familles encaissées en 2019.

Cette contribution est budgétisée, en dépenses, au service restauration et trouve sa contrepartie, en recettes, au service général. Les établissements doivent veiller à individualiser au maximum les charges inhérentes au SRH : par exemple, les contrats d'entretien spécifiques doivent être inscrits au service restauration et hébergement. Pour rappel, la DGF participe au fonctionnement de l'externat et n'a pas vocation à subventionner les dépenses de la demi-pension.

- Situation particulière des cités mixtes

- Afin de prendre en compte la spécificité des cités scolaires, il sera versé à ces collèges une partie « Frais de gestion CMR », qui leur permettra de verser leur quote-part financière pour la participation du collège aux frais de la CMR. Elle est calculée au prorata des effectifs des collégiens et des lycéens.
- Il a été convenu, lors de la réunion annuelle avec les CMR, le Rectorat et le Département, que les collèges concernés transmettront eux-mêmes la quote-part réellement versée pour l'année N-1 à leur gestionnaire finances. Cette partie sera versée sous la forme d'une subvention au cours du premier trimestre de l'année 2021.

Part fonctionnelle

Elle est destinée à financer les charges générales pour le fonctionnement courant de l'établissement et les dépenses éducatives de vie scolaire (photocopieur, téléphonie, assurances, fournitures...). Afin d'être égale pour chaque établissement, elle est basée sur un montant fixe par élève, indépendamment des charges structurelles liées au bâti. La part fonctionnelle est fixée à 67 € par élève et versée en fonction de l'effectif global du collège. Elle doit être répartie au budget 2021 entre les services activités pédagogiques et administration et logistique.

Les effectifs réels ne sont pas communiqués par l'Education nationale avant la notification des DGF aux établissements. La DGF notifiée prend donc en compte 90 % de la part fonctionnelle totale de l'année 2020 afin d'être au plus près de la réalité des effectifs.

Dès réception de l'enquête lourde de l'année scolaire 2020/2021, un ajustement de la part fonctionnelle sera effectué sur la base des effectifs réels.

Cet ajustement sera versé en début d'année 2021.

Le montant de cet ajustement devra être ventilé en dépenses de fonctionnement dans les mêmes conditions et domaines d'activité que la DGF, dans le cadre d'une Décision Budgétaire Modificative pour vote à transmettre aux autorités de contrôle.

Autonomie financière des établissements et fonds de roulement

Le fonds de roulement (FDR) d'un établissement est une somme d'argent mise en réserve, alimentée par les excédents de fin d'année.

Le FDR est donc destiné à faire face aux dépenses imprévues et urgentes.

Le Département préconise le maintien d'un FDR égal à :

- pour les unités centrales de production, 25 % du montant de la DGF, ce qui représente 3 mois d'autonomie financière ;
- pour les collèges ayant un effectif inférieur à 350 élèves, 8,33 % du montant de la DGF, ce qui représente 1 mois d'autonomie financière ;
- pour les autres collèges, 12,5 % du montant de la DGF, ce qui représente 1,5 mois d'autonomie financière.

Or, en prenant en compte les FDR arrêtés à la fin de l'année scolaire 2019/2020 (soit après DBM), certains collèges disposent de 6 mois et plus d'autonomie financière.

Afin de tendre vers davantage d'équité, ces établissements verront leur DGF réduite de 50 % des sommes situées au-delà du seuil de 6 mois d'autonomie (et de 9 mois pour les UCP).

Cette diminution alimentera le fonds de réserves départemental et permettra d'accompagner d'autres établissements confrontés à des situations imprévues.

Ces collèges ne bénéficieront pas de la partie « réparations » de la part structurelle.

Le montant de la DGF est donc calculé comme suit :

$$\begin{array}{|c|} \hline \text{Part} \\ \text{structurelle} \\ \hline \end{array} + \begin{array}{|c|} \hline \text{Part} \\ \text{fonctionnelle} \\ \hline \end{array} - \begin{array}{|c|} \hline \text{Ecrêtement sur} \\ \text{fond de roulement} \\ \text{le cas échéant} \\ \hline \end{array} = \begin{array}{|c|} \hline \text{DGF notifiée} \\ \hline \end{array}$$

5

RESTAURATION

Taux d'évolution du prix du repas pour 2021

Si le conseil d'administration d'un établissement décide d'augmenter le tarif du repas pour 2021, la hausse ne devra pas excéder un taux de + 1,6 % prenant en compte l'évolution des prix des denrées alimentaires et de l'énergie recueillie auprès de l'INSEE.

FARPI / FCSH

Le fonds académique de rémunération des personnels d'internat (FARPI) a été créé pour rémunérer les personnels qui interviennent dans les demi-pensions et les internats. Depuis la décentralisation, qui a confié aux collectivités de rattachement la compétence restauration, ce fonds leur a été confié. C'est donc le département qui collecte ce fonds dont les modalités n'ont pas changé.

Le fonds commun des services d'hébergement (FCSH) est destiné à couvrir d'éventuels déficits du service de demi-pension ainsi que toute dépense nécessaire à la continuité de ce service à laquelle le collège ne serait pas en mesure de faire face.

Les prélèvements au titre du FARPI et FCSH, figurant au service restauration des budgets des collèges, ont été maintenus pour l'année 2021 aux mêmes taux et selon les mêmes modalités qu'auparavant. Pour le FARPI, ce taux s'élève à 22,50 % du montant des contributions des familles et pour le FCSH, il s'élève à 1,25 % de ce même montant.

Les établissements doivent attendre l'émission des titres de recettes départementaux avant de procéder à l'émission des mandats.

Aide à la demi-pension - (ADEP)

Les établissements sont autorisés à inscrire au budget les montants prévisionnels correspondant aux versements trimestriels de l'ADEP.

6

SUBVENTIONS ET AIDES SPÉCIFIQUES DU DEPARTEMENT

Les subventions spécifiques

Pour accompagner le développement personnel et la réussite des collégiens, encourager leur autonomie, réduire les inégalités sociales et territoriales, promouvoir la place des parents dans l'éducation de leurs enfants, le Conseil départemental du Val-de-Marne a fait le choix d'accorder aux collèges des aides spécifiques, versées en sus de la dotation obligatoire.

Elles sont attribuées sous réserve de remplir les conditions requises, dans la limite de l'enveloppe budgétaire disponible et peuvent nécessiter un arbitrage.

Certains crédits sont versés en fonction de dispositifs spécifiques de l'Education nationale.

Ces crédits font l'objet d'une subvention en début d'année civile, ce qui permet de les ajuster aux effectifs de l'année scolaire en cours, pour les classes et dispositifs spécifiques suivants :

- 26 € par élève en faveur des classes de 3ème de préparation professionnelle (prépa-pro) ;
- 300 € pour élèves non scolarisés antérieurement (NSA) ;
- 460 € pour les ateliers artistiques permettant aux collégiens d'établir un contact privilégié avec des artistes et des pratiques de création ;
- 80 € par élève de SEGPA, Section d'enseignement général et professionnel adapté ;
- 3 500 € par classe et ateliers relais ou dispositif de type « classe citoyenne » ;
- 3 600 € par Unité (8 élèves) localisée pour l'inclusion scolaire (ULIS) ;
- 4,60 € par élève attribués sur projet aux 36 collèges prioritaires : ces crédits sont versés sur présentation d'un projet de l'établissement au regard des effectifs de l'année scolaire en cours ;

- Redevance spéciale pour les ordures ménagères : les subventions sont versées tous les trimestres. Les factures éditées par les communes doivent impérativement être transmises au gestionnaire finances dès leur réception.

• Aide à la location de camions réfrigérés pour les collèges disposant d'une UCP:
7 500 €

La pratique sportive

- location de gymnases :

(attention les installations non couvertes ne sont pas subventionnées)

Sur présentation des factures et dans la limite du plafond calculé comme suit:

$[(\text{Nombre de divisions} \times 3,25\text{h} \times 30 \text{ semaines}) \times 10\text{€}] / 2$

- transport des élèves vers les installations sportives (gymnases, stades) :

Distance minimum entre le collège et l'équipement sportif de 2,5 km (aller/retour) sans plafond, sur présentation des factures, après service fait.

- Transports vers la piscine :

- 12 séances prises en compte dans l'année scolaire pour les élèves de 6ème uniquement et en respectant l'utilisation d'un même autocar pour deux classes.

ou

-15 séances pour les 36 collèges prioritaires selon les mêmes critères.

- Location de ligne d'eau (piscine) **pour les 36 collèges prioritaires** :

15 séances prises en compte pour les 36 collèges prioritaires dans l'année scolaire pour les élèves de 6ème uniquement. Deux classes par séance.

Dès réception des factures (après service fait conformément aux règles de la comptabilité publique), celles-ci doivent être transmises aux gestionnaires finances sans attendre. Il est demandé de transmettre des factures détaillées (mention des noms des installations sportives municipales louées notamment). **Il est rappelé que l'usage des stades extérieurs ne sont pas subventionnés par le Département.**

Les subventions complémentaires

Des demandes de subventions exceptionnelles, complémentaires à la DGF, peuvent être formulées en cours d'année par les établissements, que ce soit en investissement ou en fonctionnement, si des écarts trop importants avec la réalité du fonctionnement de l'établissement sont repérés.

Ces demandes de subventions complémentaires sont examinées en fonction de leur nature, en lien avec l'analyse financière permettant d'apprécier la capacité des établissements à absorber ces dépenses. Elles sont étudiées avec une grande attention et avec le souci du traitement équitable des établissements. Il ne sera accordé aucune subvention complémentaire pour les collèges dont le fonds de roulement est supérieur au seuil minimum d'autonomie préconisé par le Département.

Ces demandes sont réalisées uniquement dans le cadre de campagnes ouvertes sur l'Extranet-collèges par le biais d'un téléservice :

- en mars 2021 pour l'investissement,
- en septembre 2021 pour le fonctionnement

Investissement

Les demandes sont à faire sur le télé-service d'extranet uniquement, en mars 2021.

Une grille de forfaits, différents selon les matériels, a été mise en place par le Département afin que les collèges perçoivent des subventions similaires pour un matériel identique :

- casiers : 3 600 € pour 50 casiers (soit 72 € l'unité)
- Entretien des locaux :
 - auto laveuses : forfaits compris entre 2 200 € et 4 700 €
 - auto laveuses spécifiques (restauration) : forfaits compris entre 2 220 € et 3 100 €
 - mono-brosses : forfaits compris entre 1 200 € et 2 900 €
 - chariots de ménage complets : forfaits compris entre 630 € et 840 €
 - aspirateurs à eau ou à poussière : forfaits de 210 € à 350 €
 - nettoyeurs haute pression : forfait de 1 400 €
 - balayeuses : forfaits de 600 € à 2 250 €
 - souffleurs : forfaits de 720 € à 1 300 €

Les établissements sont accompagnés par le conseiller technique départemental en hygiène des locaux, tant pour le conseil à l'achat que pour la mise en place des matériels et la formation des agents.

- Sciences et vie de la terre : 250 € par microscope
- Sécurité incendie : 35 € par extincteur renouvelé
- Matériels divers :
 - sèche-linge : 1 000 €
 - lave-linge : 1 500 €

Les subventions dédiées aux actions éducatives ou citoyennes, étudiées sur projet ou en fonction des effectifs

- Le jury du «soutien aux actions éducatives et citoyennes», peut subventionner des projets se déroulant hors temps scolaire, favorisant le lien social et la réussite de tous ;
- subvention aux 104 associations sportives des collèges publics qui proposent, principalement le mercredi après-midi, des activités indépendantes des enseignements d'EPS ;
- subvention aux foyers socio-éducatifs des collèges publics (organisés en association ou en coopérative scolaire) susceptibles de proposer des activités notamment sur le temps de pause méridienne pour optimiser le "vivre ensemble" au collège;
- subvention de fonctionnement aux collèges « Ecole ouverte », dispositif qui consiste à ouvrir l'établissement pendant les vacances scolaires, les mercredis et/ou les samedis, pour accueillir des jeunes qui ne partent pas et leur proposer des activités scolaires, culturelles, sportives et de loisirs

Les aides aux familles

Le Conseil départemental met à disposition de chaque collégien Val-de-Marnais entrant en 6ème (établissements publics et privés) un ordinateur portable pour toute la durée de sa scolarité au collège.

Le Département finance l'aide à la demi-pension pour les familles à faibles revenus. En 2019, le département y a consacré un budget de près de 3 millions d'euros pour un peu plus de 14 000 bénéficiaires. Elle est attribuée en fonction des revenus des familles et déclinée selon le quotient familial en 5 niveaux d'aide : les familles ayant les plus faibles revenus ne paieront que 50 € de frais de demi-pension annuels, le reste étant pris en charge par le Département. Une plaquette d'information a été envoyée aux collèges en fin d'année scolaire, elle détaille toutes les modalités de cette aide.

Les dotations en matériel et autres financements

Le Département finance également :

- le mobilier des collèges : tables, chaises, bureaux, armoires, mobilier CDI et salle des professeurs ;
- l'équipement informatique : ordinateurs, imprimantes, tableaux numériques interactifs, vidéoprojecteurs ... et la maintenance de ces équipements ;
- l'aménagement des espaces parents sachant que, dans le cadre de son Projet éducatif départemental adopté en 2010, le Conseil départemental s'engage à prévoir, dans toutes les nouvelles constructions ou reconstructions d'établissement, un espace dédié aux parents. L'équipement mobilier, choisi par les parents, est financé par le Département qui les équipe aussi de matériel informatique ;
- l'animation d'ateliers numériques dont l'objectif est de permettre aux parents volontaires d'accompagner leurs enfants dans un usage citoyen du numérique ;
- une part de l'accueil au sein de deux Villages Vacances de séjours de collégiens dont l'objectif est outre la découverte du ski, de permettre aux collégiens de développer leur autonomie et grâce à ce moment de vie en collectivité, d'apprendre à respecter les autres. Ce sont en moyenne 3 000 collégiens et 10 000 Val-de-Marnais qui sont accueillis annuellement dans les Villages Vacances Guébriant et Jean-Franco en Savoie et en Haute-Savoie.

7

LES ANNEXES

Exemple de budget simplifié avec une dotation de fonctionnement de 80 000 €

→ 1^{ère} section : fonctionnement - Service général

Service Activité Pédagogique (AP)

Dépenses				Recettes				
Domaine	Activité	Libellé activité	Montant	Domaine	Activité	Compte	Libellé activité	Montant
ENSEIGN	ODGFCULTU	Actions culturelles	500 €	ENSEIGN	ODGF	7443	Dotation de fonctionnement	13 000 €
ENSEIGN	ODGFCDI	Matériel enseignement CDI	1 500 €					
ENSEIGN	ODGFEPS	Matériel enseignement EPS	3 000 €					
ENSEIGN	ODGFDIV	Matériel enseignement Autres matières	8 000 €					
Total dépenses AP			13 000 €	Total recettes AP				13 000 €

Dans cet exemple, les recettes qui servent à financer le service AP proviennent uniquement de la dotation de fonctionnement (code activité qui commence par 0).

Service Vie de l'élève (VE)

Dépenses				Recettes				
Domaine	Activité	Libellé activité	Montant	Domaine	Activité	Compte	Libellé activité	Montant
EQUIT	16FS	Fonds social collégien	2 000 €	EQUIT	16FS	7411	Fonds social collégien	2 000 €
EQUIT	2ADEP	Aide à la demi-pension	35 000 €	EQUIT	2ADEP	7443	Aide à la demi-pension	35 000 €
Total dépenses VE			37 000 €	Total recettes VE				37 000 €

Le service VE est financé par des recettes de l'Etat (code activité qui commence par un 1) pour le fonds social, et par des recettes du Conseil départemental (code activité 2) pour l'aide à la demi-pension.

Service Administration et logistique (ALO)

Dépenses				Recettes				
Domaine	Activité	Libellé activité	Montant	Domaine	Activité	Compte	Libellé activité	Montant
VIABIL	ODGFELEC	Electricité	15 000 €	VIABIL	ODGF	7443	Dotation de fonctionnement	48 000 €
VIABIL	ODGFEAU	Eau	13 000 €	RESTO	OCINT	7588	Contribution entre services	14 400 €
VIABIL	OCINTGAZ	Gaz, chauffage	14 400 €					
VIABIL	ODGFGAZ	Gaz, chauffage	20 000 €					
CONTRA	ODGFCONT	Contrats d'entretien et contrôles obligatoires	19 000 €	CONTRA	ODGF	7443	Dotation de fonctionnement	19 000 €
Total dépenses ALO			81 400 €	Total recettes AP				81 400 €

Le service ALO est financé par la dotation de fonctionnement (code activité ODGF) et par une contribution du service restauration (code activité OCINT) prélevée sur la participation des familles et que l'on retrouvera au service SRH, ci-dessous, en dépenses avec le même code activité et pour le même montant.

→ 1^{ère} section : fonctionnement - Service spécial

Service Restauration et hébergement (SRH)

Dépenses				Recettes				
Domaine	Activité	Libellé activité	Montant	Domaine	Activité	Compte	Libellé activité	Montant
RESTO	OCINT	Contribution entre services	14 400 €	RESTO	OFAM	7062	Recettes familles	100 000 €
RESTO	OFARPI	FARPI	22 500 €	RESTO	OCOMM	7062	Recettes commensaux	20 000 €
RESTO	OFCSH	FCSH	1 250 €					
RESTO	ODENR	Denrées alimentaires	81 850 €					
Total dépenses SRH			120 000 €	Total recettes SRH				120 000 €

On retrouve en dépense la contribution entre services (14 400 €) qui va servir à financer une partie du service ALO.

Sur les participations des familles, sont prélevées 6 % pour les charges communes, 22,5% pour le FARPI et 1,25% pour le FCSH et le reste sert à l'achat de denrées.

Sur les participations des commensaux, sont prélevées 6 % pour les charges communes et le reste sert à l'achat de denrées.

Service Bourses nationales (SBN)

Dépenses				Recettes				
Domaine	Activité	Libellé activité	Montant	Domaine	Activité	Compte	Libellé activité	Montant
BOURS	1BOURS	Bourses nationales	33 000 €	BOURS	1BOURS	7411	Bourses nationales	33 000 €
BOURS	1RP	Remises de principe	2 000 €	BOURS	1RP	7411	Remises de principe	2 000 €
Total dépenses SBN			35 000 €	Total recettes SBN				35 000 €

Les bourses de collèges sont financées par l'État (code activité 1).

Total dépenses 1ère section	286 400 €	Total recettes 1ère section	286 400 €
-----------------------------	-----------	-----------------------------	-----------

→ 2^{ème} section : investissement

Service opérations en capital (OPC)

Dépenses				Recettes				
Domaine	Activité	Libellé activité	Montant	Domaine	Activité	Compte	Libellé activité	Montant
ENTRE	2ENTRET	Matériel d'entretien	4 500 €	ENTRE	2ENTRET	1313	Subv équipemt Département	4 500 €
Total dépenses OPC			4 500 €	Total recettes OPC				4 500 €

Les dépenses d'investissement concernent des biens qui ont une durée de vie supérieure à 1 an et qui ont une valeur unitaire supérieure à 800 € HT.

Total général budget dépenses	290 900 €	Total général budget recettes	290 900 €
-------------------------------	-----------	-------------------------------	-----------

Dans cet exemple, le budget est équilibré. Les recettes sont égales aux dépenses. Cela signifie que l'établissement n'a pas besoin de puiser dans ses réserves.

Un budget ne peut être déficitaire si le fonds de roulement ne couvre pas ce déficit.

LEXIQUE

Commensaux : terme utilisé pour désigner les adultes qui mangent au restaurant scolaire.

FARPI : Fonds académique de rémunération des personnels d'internat. Ce fonds a été créé pour rémunérer les personnels qui intervenaient dans les demi-pensions et les internats. Depuis la décentralisation qui a confié aux collectivités de rattachement la compétence restauration, ce fonds leur a été confié. C'est donc le département qui collecte ce fonds dont les modalités n'ont pas changé. Il est toujours alimenté par un prélèvement de 22,5% sur les produits scolaires payés par les familles et il permet de prendre en charge une partie des frais de personnels qui sont désormais sous la responsabilité du département.

FCSH : Fonds commun des services d'hébergement. Il est destiné à couvrir d'éventuels déficits du service de demi-pension ainsi que toute dépense nécessaire à la continuité de ce service à laquelle le collège ne serait pas en mesure de faire face. Il est alimenté par un prélèvement de 1,25% sur les produits scolaires payés par les familles.

Contribution aux charges communes : Certains services, comme la restauration, ont des charges qui sont communes à leur fonctionnement et à celui du collège. Le conseil d'administration détermine un taux qui va être reversé à un autre service pour faire face à ces charges. Dans le cas de la restauration, c'est le SRH (service restauration et hébergement) qui verse une contribution au service général pour faire face notamment aux dépenses de fluides, d'énergies, d'entretien... Au niveau comptable, elle se matérialisera par une dépense inscrite au compte 6 588 du SRH et une contrepartie en recette au compte 7 588 du service Administration et

Liste des acronymes utilisés

AC	Agent comptable
ALO	Administration et logistique
ANV	Admission en non-valeur
AP	Activités pédagogiques
ATTEE	Agent technique territorial des établissements d'enseignement
BN	Bourses nationales
CA	Conseil d'administration
CAF	Capacité d'autofinancement
CCP	Comptes chèques postaux
CDI	Centre de documentation et d'information
CIO	Centre d'information et d'orientation
CE	Chef d'établissement
CFA	Centre de formation d'apprentis
CHS	Commission d'hygiène et de sécurité
CP	Commission permanente
CRC	Chambre régionale des comptes
CTR	Collectivité territoriale de rattachement
DBM	Décision budgétaire modificative
DDFIP	Direction départementale des finances publiques
DFT	Dépôt fonds du trésor
DGCP	Direction générale de la comptabilité publique
DGESCO	Direction générale de l'enseignement scolaire
DGFIP	Direction générale des finances publiques
EPLE	Etablissement public local d'enseignement
FdR	Fonds de roulement
FSE	Foyers sociaux-éducatifs
GIP	Groupement d'intérêt public
GRETA	Groupement d'établissement pour la formation continue
IAF	Insuffisance d'autofinancement (valeur absolue d'une CAF négative)
NNE	Numéro national d'émetteur (utilisé dans le cadre des prélèvements automatiques notamment)
OPC	Opérations en capital
OREV	Ordre de reversement
PCG	Plan comptable général
RPP	Responsabilité personnelle et pécuniaire de l'agent comptable
SACD	Service à comptabilité distincte
SEGPA	Section d'enseignement général et professionnel adapté
SIRET	numéro de 14 chiffres, transmis par l'INSEE, pièce comptable indispensable pour percevoir des subventions publiques
SRH	Service restauration et hébergement (service spécial)
TG	Trésorerie générale
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UFA	Unité de formation d'apprentis
URSSAF	Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales
VE	Vie de l'élève
VMP	Valeur mobilière de placement